

Présidentielle 2027 : la CGT se prépare à lutter contre l'extrême droite, «pire ennemie du monde du travail»

Margo Magny

Inquiète du rapprochement entre le patronat et le RN, Sophie Binet et son organisation profitent du congrès syndical à Tours, jusqu'à vendredi 5 juin, pour rappeler la nécessité d'affronter l'extrême droite dans le cadre de la campagne présidentielle.

A chaque parti politique son terreau fertile. Pour prendre racine, l'extrême droite capitalise sur les plus précaires. [Sophie Binet](#) l'expliquait à *Libération* fin février, ne faisant que confirmer les résultats d'un sondage réalisé par l'institut Ipsos Talan après les élections législatives de 2024. Les données post-premier tour étaient claires : les chômeurs et les ouvriers à bas revenus ont misé sur le Rassemblement national, quand les plus diplômés se sont tournés vers le Nouveau Front populaire. «*C'est donc notre base sociale qui constitue le cœur de l'électorat du RN*», alerte le rapport d'activité de la CGT [adopté mardi 2 juin](#) par les délégués syndicaux lors du congrès à Tours (Indre-et-Loire). Dès son ouverture, lundi, Sophie Binet a expliqué à son pupitre que son syndicat ne se laissera «*jamais anesthésier par l'extrême droite*» et qu'elle entendait «*se mêler du débat présidentiel*».

«*Cela fait cent trente ans que la CGT combat les idées d'extrême droite, elle s'est construite contre la pire ennemie du monde du travail*», détaille Nathalie Bazire, chargée des politiques publiques et de la lutte contre l'extrême droite au bureau confédéral. Car si dans ses discours le RN essaie de vendre du rêve à ceux qui tentent chaque mois de joindre les deux bouts, la syndicaliste veut rappeler un paradoxe : «*A l'Assemblée, le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella vote contre l'augmentation du smic et la suppression des exonérations sociales.*» Ce danger décrit par la CGT, de nombreux travailleurs y sont déjà confrontés dans les communes où siège le Rassemblement national, qui sont d'ailleurs trois fois plus nombreuses depuis les dernières élections municipales. A Béziers (Hérault), le discours de [Robert Ménard – devenu maire avec le soutien du Front national](#) en 2014 – demeure axé sur les questions sécuritaires, et se traduit sur le terrain. Selon la CGT, 110 agents municipaux supplémentaires y ont été recrutés sur la sécurité quand 300 postes ont été supprimés dans les autres services.

Démonter les discours

Il y a aussi le cas de Fréjus (Var) et son maire d'extrême droite, David Rachline, installé depuis 2014. Là-bas, l'accès des organisations syndicales aux salles municipales est remis en cause. Le phénomène met en lumière la fragilisation des bourses du travail «*alors que ces lieux ne sont pas seulement des bureaux syndicaux, ils permettent l'accès aux droits des travailleuses et travailleurs*», expliquait Sophie Binet lors de la [présentation par le CGT de son programme](#) de lutte contre l'extrême droite en mars. Plus récemment encore, à Carcassonne (Aude), le nouveau maire RN, Christophe Barthès, a missionné un huissier pour sommer les syndicats de quitter les locaux municipaux, alors que certains les occupent depuis près d'un siècle. Les organisations se préparent depuis à une bataille judiciaire. Dès

l'ouverture du congrès, Sophie Binet s'est d'ailleurs empressée de féliciter *«les camarades de Carcassonne qui défendent leur bourse du travail»*. Et d'ajouter que *«jamais la CGT ne se laissera déloger par l'extrême droite»*.

Le deuxième syndicat du pays craint que les campagnes des maires constituent un marchepied pour le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella en 2027. Pour freiner la vague RN, depuis près d'un an, la FSU et la CGT construisent, dans la lignée de leur rapprochement, un stage de formation syndicale intitulé : *«Combattre les idées et pratiques de l'extrême droite»*. *«C'est bien pour répondre aux enjeux de la période que la CGT et la FSU ont décidé de s'investir ensemble. [...] La menace n'a jamais été aussi grande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de voir l'extrême droite arriver au pouvoir en France»*, expliquent les organisations sur le site de la CGT de l'éducation de la recherche et de la culture. Dans le même temps, des fiches thématiques qui démontent ces discours ont été créées *«pour expliquer aux salariés en quoi ils ne leur apporteront rien»*, dit Nathalie Bazire.

Miser sur l'unité

Si le syndicat mise sur l'unité – en témoigne l'image rare de la quasi-totalité des leaders syndicaux réunis à Tours mardi –, c'est parce qu'un nouveau rapprochement l'inquiète : celui du RN et du patronat. Mi-avril, le président du [Medef](#), Patrick Martin, déjeunait officiellement pour la première fois avec celui du RN, Jordan Bardella, quand [Marine Le Pen dînait, elle, avec des pontes du CAC 40](#), tels que Bernard Arnault (LVMH). Forte de ses relations fluides avec la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, qui partage le même rejet de l'extrême droite, Sophie Binet a insisté lundi sur les bénéfices d'une stratégie intersyndicale, expliquant que *«l'unité est souvent décisive pour que les salariés s'engagent dans une mobilisation»*.

La secrétaire générale a ensuite mis en garde les représentants des partis de gauche sur la stratégie à adopter : *«Olivier [Faure], Marine [Tondelier], Manuel [Bompard], Fabien [Roussel] : on ne battra pas l'extrême droite avec des discours moralisateurs.»* Si en 2027 la CGT n'appellera à voter pour aucun candidat en première intention, Nathalie Bazire assure que le syndicat incitera toujours à faire barrage au RN pour les droits des travailleurs avec une priorité : *«L'abrogation de la réforme des retraites.»* [Un sujet qui intéresse aussi Jordan Bardella](#). Il vient de confirmer qu'il envisage la suppression de l'âge légal de départ et une ouverture à la capitalisation. Et soigne ainsi encore un peu plus ses liens avec le patronat.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)